

LA GESTION DES AIDES ET LEUR IMPACT SUR LA POPULATION MENACÉE PAR LA FAIM ET LA PAUVRETÉ AU BURUNDI

L'EXPERIENCE DE CED-CARITAS BURUNDI

Par Térance NTITANGIRAGEZA

Mesdames, Messieurs,

Prendre la parole devant cette assemblée est pour moi un énorme défi. Je suis ici en qualité de Directeur National de CED-CARITAS BURUNDI qui est l'organe de l'Eglise Catholique au Burundi pour l'engagement social et le développement socio économique. A ce titre je représente une institution de la société civile qui n'a affaire à l'aide publique au développement que de façon très indirecte. Le défi consiste à faire entendre la voix d'une catégorie d'acteurs du développement qui concrètement sont à l'œuvre sur terrain et gèrent de façon relativement efficace l'aide qu'ils reçoivent. Je voudrais également que la voix des populations bénéficiaires de l'aide humanitaire et de l'aide au développement qui transitent par notre biais, et dont on débat trop souvent sans eux tout en prétendant le faire pour eux, puisse arriver sans trop de détours, à leurs vrais « bienfaiteurs », les contribuables et les généreux bénévoles anonymes qui sont certainement ici représentés.

Avons-nous voix au chapitre ?

Ce que CED-Caritas Burundi fait le qualifie comme un des canaux qui draine une partie importante de l'aide qui parvient aux ultimes bénéficiaires, avec le moins de déperditions possibles. Au Burundi personne ne met en doute que l'Eglise Catholique a été par le passé l'un des principaux initiateurs d'œuvres à la base de tout développement surtout en milieu rural : construction, organisation et gestion d'écoles primaires et secondaires, de structures sanitaires, aménagement de sources et adductions d'eaux, ouverture de pistes pour désenclaver les coins les plus reculés sont parmi les actions les plus saillantes qu'elle a entreprise et pour lesquelles la nation toute entière li est reconnaissante.

Aujourd'hui, le CED-Caritas Burundi a été voulu par la hiérarchie catholique comme instance au centre de tout ce que l'Eglise Catholique entreprend en

matière d'assistance humanitaire et de développement socioéconomique, puisqu'il est l'organe de coordination des 7 organisations diocésaines de développement, en plus de gérer directement tous les projets et toutes les œuvres du même ordre à dimensions supérieures à un seul diocèse. Aujourd'hui **CED-CARITAS BURUNDI** est organisé en 2 départements, ayant chacun 3 services :

1° Département Administratif et Financier : c'est un secteur d'appui, avec 3 services :

- Le service administratif et financier ;
- Le service de la Logistique Stocks, Approvisionnements et Bâtiments ;
- Le service de la Logistique Charroi.

2° Département des Programmes : C'est le secteur opérationnel des projets, avec 3 services :

- Le service « Promotion Santé » ;
- Le service « Accompagnement Social » ;
- Le service « Réhabilitation et Développement ».

Actuellement nous avons en gestion directe 16 projets en cours d'exécution selon les tableaux suivants, service par service :

1. SERVICE « PROMOTION SANTE »

<i>Projet</i>	<i>Début</i>	<i>Fin</i>	<i>Bailleur</i>	<i>Montant en dotation(BIF)</i>
1. T/PMTCT/PT Dépistage Volontaire, PTME, PIO	Juillet 2007	Septembre 2008	USAID via FHI	75 690 666
2. APRODIS Décentralisation intensification de la lutte contre le VIH/SIDA	Mars 2007	Septembre 2008	Fonds Global Via SEP/CNLS	114 225 430
3. Amélioration de la prise en charge psychosociale (CNLS II)	Mai 2007	Avril 2008	Fonds Global Via SEP/CNLS	359 618 598
4. CNLS III	Mai 2008	Avril 2009	Fonds Global Via SEP/CNLS	306 891 640
5. Orphans Aids' Campaign "One World, One Family"	Septembre 2007	Août 2008	USAID via CRS Burundi	50 598 246
6. Nutrition Femmes allaitantes et enfants avec malnutrition aiguë	Janvier 2008	Décembre 2008	Caritas Corea	50 000 000
7. C.A.M.E. « Pharmacie »	Janvier 2008	Décembre 2008	Fonds Propres	40 731 563
TOTAL				997 786 143

2. SERVICE ACCOMPAGNEMENT SOCIAL

Projet	Début	Fin	Bailleur	Montant en dotation(BIF)
Distributions Ciblées / RPS	Février 2008	Janvier 2009	PAM	95 011 140
Paquet Retour aux Rapatriés	Août 2007	Août 2008	PAM	453 016 620
Cantines Scolaires	Octobre 2007	Juillet 2008	PAM	74 942 643
Microcrédits	Juillet 2007		CORDAID	26 000 000
TOTAL				648 970 403

3. SERVICE REHABILITATION ET DEVELOPPEMENT

<i>Projet</i>	<i>Début</i>	<i>Fin</i>	<i>Bailleur</i>	<i>Montant en dotation (BIF)</i>
<i>PACE Amélioration des conditions d'existence (MKB)</i>	Janvier 2008	Décembre 2008	TROCAIRE	340 000 000
<i>PRASAB Réhabilitation Agricole et Gestion Durable des terres</i>	Janvier 2008	Décembre 2008	Banque Mondiale Via Projet PRASAB	68 000 000
<i>DRABIAF Diversification des Revenus agricoles</i>	Mars 2007	Février 2011	UE Via C.I.Be	1 709 999 787
<i>CFW Clôture Parc - Désenclavement Milieu rural</i>	Juillet 2007	Juin 2008	ECHO Via C.I.Be	406 134 041
<i>RECEFEM Renforcement Capacités Encadrement Associations de Femmes Vulnérables</i>	Janvier 2008	Septembre 2008	UNIFEM	162 278 896
<i>IFDC</i>	Juillet 2007	Juillet 2008	GVT Néerlandais, via IFDC	34 188 000

REFLEXION SUR L'EFFICACITE DES AIDES

CED-CARITAS BURUNDI agit aujourd'hui suivant le plan stratégique 2004-2008 formulé au sein du Réseau Caritas Burundi constitué par les 7 organisations diocésaines de développement que j'ai déjà cité¹. Toutes les activités et tous les projets en cours rentrent dans ce cadre global qui a déterminé nos principales axes d'intervention pour cette période qui on le sait, était prioritairement celle de l'urgence. Il s'agissait de Cinq axes opérationnels et deux axes structurels ainsi définis :

- L'amélioration de la sécurité alimentaire ;
- L'appui à la scolarisation des enfants ;
- La réduction de la morbidité - mortalité de la population ;
- L'amélioration des infrastructures socio-économiques ;
- L'assistance aux groupes socio-vulnérables ;
- Le renforcement des capacités locales ;
- L'amélioration de l'efficacité des interventions.

Nous organiserons bientôt un nouvel atelier de planification stratégique, au cours duquel nous redéfinirons nos axes d'intervention pour les prochaines 4 années. A ce titre nous pouvons prétendre que les principes d'appropriation et d'alignement sont pour une large mesure respectés.

Notre réseau Caritas Burundi est capillaire jusqu'à la base ce qui nous permet de rejoindre les bénéficiaires de nos interventions de façon personnalisée, presque immédiate, mieux que n'importe quelle autre ONG, aussi bien pour la formulation, la mise en œuvre que pour le suivi / évaluation de nos projets. Ce qui rend également possible un large usage de la méthode participative et donc une plus grande application du principe de l'appropriation.

De par son identité d'organe d'Eglise et sa mission d'ordre humanitaire, CED-CARITAS BURUNDI a un capital de crédibilité et une réputation d'intégrité qui le qualifient positivement. Nous sommes fiers de pouvoir affirmer la tête haute que les aides qui nous sont confiées sont garanties d'arriver à destination. Ainsi, à titre illustratifs, les rapatriés que nous servons dans tout le pays en ce qui est de la distribution des vivres donnés par le PAM comme paquet retour, nous répètent qu'ils apprécieraient énormément si toutes les aides qui leur sont destinées étaient confiées à CED-Caritas Burundi.

¹ Il s'agit de : BDDDB – Burbanza, ODDBU- Bujumbura, COPED- Bururi, ODAG-Gitega, BDDM-Muyinga, BADEC-Ngozi, SOPRAD-Ruyigi et la Caritas Diocésaine de Gitega.

Ceci dit n'allez surtout pas penser que au CED-CARITAS BURUNDI « tout va bien dans le meilleur des mondes possibles », peu s'en faut. Il y a des conditionnalités qui nous touchent et qui diminuent l'efficacité de nos interventions.

Tout d'abord et de façon générale, il faut rappeler que nous vivons le contexte d'un pays en situation de *post conflit*, et donc d'un Etat fragile, avec tout ce que cela signifie en termes de déficit en bonne gouvernance, en légitimité, en volonté politique, en capacité d'assurer la sécurité et le respect des droits de l'homme², mais aussi en vulnérabilités des populations, consécutives au conflit (traumatismes divers, circulation des armes, criminalité, etc.).

Rappelons que la désignation de la phase d'acuité du conflit déterminait le type d'intervention possible et donc le type d'aide que la communauté internationale pouvait donner : jusqu'à l'année dernière par exemple, il nous était pratiquement impossible d'obtenir des financements pour des projets de moyenne ou de longue durée : nous étions en phase d'urgence, ne pouvant permettre que des projets de courte durée : 1 année, 18 mois au maximum. Ce qui veut dire peu ou pas du tout de projets / Programmes de développement.

Opportunités de financements :

Il ne suffit pas d'avoir un plan stratégique pour pouvoir le réaliser. Une chose est d'avoir une politique, une autre est de trouver les moyens de sa politique. Ainsi, je suis peiné de devoir admettre que malgré toute notre bonne volonté, au niveau de notre Service « Promotion Santé », nous avons des activités principalement liées à la lutte contre le VIH Sida. Nous ne réussissons pas encore à accrocher de donateurs intéressés à d'autres secteurs, alors que au Burundi, le paludisme reste la première cause de mortalité, pour ne citer que cet exemple. De même notre Centrale d'Approvisionnement en Médicaments Essentiels (Pharmacie) pourrait être de très grande utilité pour nos hôpitaux et Centres de Santé éparpillés en milieu rural, si nous pouvions la doter d'un fonds de roulement plus consistant, nous permettant d'importer des médicaments et d'autres équipements en grande quantité.

Il y a des projets que nous exécutons parce que gagnés en réponse à des appels à proposition : tout en s'inscrivant dans nos axes d'intervention, nous n'avons pas une totale maîtrise sur les modalités de leur mise en œuvre, et en tant qu'exécutant, nous sommes parfois confrontés à des exigences ou à des choix des bailleurs qui, sans offenser l'éthique, peuvent diminuer l'efficacité de l'aide accordée, sans que nous ayons une marge de manœuvre là-dessus.

² Cfr www.oecd.org/cad/etatsfragiles : Principes pour l'engagement international dans les Etats fragiles et les situations précaires.

Plusieurs partenaires ONG du Nord, ont installé des bureaux localement pour capter les opportunités de financements de certains bailleurs qui ne traitent pas directement avec les ONGs locales. Ceci a un avantage certain en notre faveur parce que nous n'aurions pas accès à certains financements, d'une certaine importance par ailleurs ; mais cela n'a pas que des avantages. Le personnel expatrié, par exemple, est rémunéré sur ces projets, à des taux qui n'ont rien de comparables au personnel local, ayant les mêmes compétences professionnelles. De plus cette présence est des fois susceptible d'alourdir les procédures en faisant double emploi.

En guise de Conclusion

En tant qu'acteur de la société civile, et représentant une institution engagée sur le terrain et en contact immédiat avec les populations, je ne peux pas ne pas déplorer que la fameuse déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide au développement dont on dit qu'elle est la Référence par excellence en la matière, ignore carrément la contribution des acteurs non gouvernementaux dans l'engagement envers le développement.

Il est plus que souhaitable que la coordination des aides ne s'arrête pas aux aides gérées au niveau gouvernemental, mais prenne en sérieuse considération la part des acteurs non étatique depuis l'étape programmatique jusqu'à celle de suivi évaluation, en donnant une place de choix aux premiers concernées : les populations qui pour nous restent les derniers bénéficiaires et détiennent le maître mot de l'évaluation finale par leur satisfaction ou leur insatisfactions.